TROISIÈME PARTIE

AUTRES DOCUMENTS

PART III.

OTHER DOCUMENTS.

SECTION A. — DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR L'AGENT HELLÉNIQUE

LE 13 FÉVRIER 1932.

1.

LETTRE DU MINISTRE DES FINANCES DE BULGARIE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MIXTE D'ÉMIGRATION GRÉCO-BULGARE

(N° 5255.) Sofia, le 9 août 1929.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement bulgare a examiné les réserves formulées par le Gouvernement grec dans le mémorandum qu'il vous a adressé le 24 mai dernier, concernant l'établissement de la balance des comptes entre Gouvernements au 31 décembre 1928, la fixation du montant des intérêts semestriels à la charge du débiteur et le mode d'amortissement de la balance, et il regrette de ne pas pouvoir les adopter pour les raisons suivantes :

L'article 4 de l'Accord du 9 décembre 1927 en connexion avec l'article 5 du même accord précise clairement la manière dont sera réglé le solde débiteur résultant des comptes des Gouvernements bulgare et grec, savoir :

Le 31 décembre 1927 et à la fin de chaque semestre ultérieur jusqu'à l'émission de tous les titres définitifs, la Commission mixte fixera, d'accord avec le ministère des Finances de chaque pays, la *valeur nominale* des titres émis et confrontera les totaux en vue de trouver quel des deux Gouvernements reste débiteur de l'autre. La dette, par conséquent, est fixée à la fin de chaque semestre, sur la valeur nominale des titres émis en plus par le Gouvernement créditeur, et c'est elle la dette réelle de l'État débiteur, parce qu'elle représente la valeur réelle, fixée par la Commission mixte, des biens immobiliers acquis en plus par l'État débiteur. Cette dette, sans aucun changement, doit être remboursée par l'État débiteur en soixante semestrialités. Le montant de la dette est déterminé à la fin de chaque semestre à raison du fait que l'émission des titres n'est pas encore terminée, mais il ne saurait dépendre de la façon dont les titres sont amortis :

l'amortissement des titres est une question à part. Chaque État a pris l'engagement d'amortir les titres de la manière prévue dans l'accord ou d'une autre manière, comme c'est fait par la Grèce. Mais l'État qui, comme il est dit plus haut, reste débiteur de l'autre État de la valeur réelle, fixée par la Commission mixte, des biens immobiliers qu'il a acquis en plus, ne saurait en aucun cas profiter de l'éventualité qu'avec la somme qu'il doit et qu'il avait versée en vue d'amortissement (représentant un soixantième du solde débiteur résultant de la compensation faite entre les titres émis par les deux États), l'État créditeur a racheté, par suite de la dépréciation des titres sur le marché, un nombre supérieur de titres à celui qui aurait été remboursé si l'amortissement se faisait par voie de tirage au sort.

Si l'on appliquait la règle générale en cette matière, le montant de la dette de l'État débiteur devrait être, jusqu'à la mise en application de l'article 5 de l'accord, diminué du montant des versements effectifs qu'il avait faits en vue d'amortissements pour les échéances antérieures. Mais il est évident que l'Accord du 9 décembre 1927 a voulu accélérer l'amortissement des titres émis, et c'est pour ce motif qu'il y est prévu que la somme à consacrer chaque semestre à l'amortissement, à partir du 1er juillet 1928, s'élèverait à un soixantième de la valeur nominale de tous les titres émis (art. 1 et 4 de l'accord).

Dès que tous les titres définitifs auront été émis, la Commission mixte fixera, conformément à l'article 5 de l'accord, le total du solde dû par l'État débiteur de la manière appliquée jusqu'à cette date, c'est-à-dire : de la valeur nominale de tous les titres émis par l'État créditeur (représentant la valeur réelle fixée par la Commission mixte des biens immobiliers appartenant à des émigrants de la nationalité de l'État débiteur), on déduit la valeur nominale de tous les titres émis par l'État débiteur (représentant la valeur réelle fixée par la Commission mixte des biens immobiliers appartenant à des émigrants de nationalité de l'État débiteur et acquis par l'État créditeur). Du solde ainsi obtenu de la dette réelle et définitive de l'État débiteur, on devrait défalquer les sommes effectivement versées par lui en vue d'amortissement pour les échéances écoulées, ce qui n'est pas cependant prévu à l'article 5 de l'accord.

Le fait qu'au moment de la fixation de la dette définitive l'État débiteur est obligé de remettre, en une seule fois, à une banque neutre désignée par la Société des Nations, soixante effets portant respectivement la date du 15 décembre et du 15 juin, à raison d'un effet pour chaque versement semestriel pendant trente ans, comprenant l'intérêt et l'amortissement correspondant au solde dû par l'État débiteur,

indique clairement que la manière dont l'État débiteur rembourse sa dette résultant des biens immobiliers acquis en plus, est fixée une fois pour toutes, et elle ne peut dépendre de ce que l'État créditeur amortisse *al pari* ou au-dessous de *al pari* les titres émis par lui et remis à ses sujets. La cote des obligations au-dessous de *al pari* serait de première vue un bénéfice pour l'État, mais en réalité elle apporte une double perte : 1) ses sujets sont lésés parce qu'ils ne peuvent pas toucher la valeur fixée de leurs biens ; 2) le cours bas des titres provoque une répercussion défavorable sur le crédit du pays à l'étranger.

Indépendamment de cela, l'article 6 de l'accord oblige l'État bulgare à accepter les titres de cet emprunt pour leur valeur nominale en règlement des sommes reçues de la Direction pour l'établissement des réfugiés. De même, l'État bulgare accepte ces mêmes titres, aussi pour leur valeur nominale, en règlement des prêts accordés aux réfugiés par la Banque agricole de Bulgarie sous la garantie de l'État.

Quant à l'opinion émise par le Gouvernement grec dans son mémorandum que l'accord ne spécifie pas si la somme versée par la Grèce en vue de l'amortissement des deux échéances écoulées — un soixantième du solde débiteur — représente le capital nominal à amortir ou la somme à verser pour l'amortissement, le Gouvernement bulgare doit faire observer qu'elle n'est pas du tout fondée, étant donné les termes explicites de l'accord (art. 4 et 5) d'après lesquels la dette de l'État débiteur est égale à la différence résultant de la compensation des totaux des *valeurs nominales* des titres émis par les deux États.

D'autre part, l'affirmation du Gouvernement grec qu'en versant au Gouvernement bulgare les intérêts sur le solde des montants de titres émis par les deux États (déduction faite, bien entendu, du montant des intérêts sur la somme effectivement versée par la Grèce en vue de l'amortissement), le Gouvernement grec verse des sommes destinées à ouvrir des intérêts qui ne seront jamais servis aux porteurs des obligations, est également sans fondement, le Gouvernement grec étant débiteur de la valeur réelle fixée par la Commission mixte des biens acquis en plus par lui, valeur qui doit être payée au Gouvernement créditeur en argent sans tenir compte de la façon dont l'amortissement des titres émis par ce dernier a été effectué par voie de rachat, par tirage au sort ou par remboursement anticipé prévus dans l'accord.

Afin d'éviter cependant toute pensée que le Gouvernement bulgare voudrait profiter de la dépréciation actuelle des titres au détriment de qui que ce soit, il déclare dès à présent que la différence réalisée entre la valeur nominale des obligations rachetées avec les sommes versées par le Gouvernement grec

et le montant effectif de ces dernières sommes sera utilisée pour les buts ou entreprises qui seront au profit des réfugiés.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre des Finances :
(*Signé*) WL. MOLLOFF.

2.

OBLIGATION (SANS NUMÉRO)
AU PORTEUR DE 1000 LEVA, SÉRIE B,
DE L'EMPRUNT DE L'ÉTAT BULGARE
6 % DE 1923

[*Non reproduit.*]

3.

OBLIGATION (N° 182539) AU PORTEUR DE
500 DRACHMES DE L'EMPRUNT DE LA RÉPUBLIQUE
HELLÉNIQUE 6 % 1923

[*Non reproduit.*]

SECTION B. — DOCUMENTS RECUEILLIS PAR LES SOINS DU GREFFE

4.

POSTPONEMENT OF INTERGOVERNMENTAL DEBTS AND REPARATIONS PAYMENTS [1].

STATEMENT BY PRESIDENT HOOVER.

. . . . . .

Proposal of the American Government.

[Released by the White House June 20.]

The President made the following statement:

The American Government proposes the postponement during one year of all payments on intergovernmental debts, reparations and relief debts, both principal and interest, of course, not including obligations of governments held by private parties. Subject to confirmation by Congress, the American Government will postpone all payments upon the debts of foreign governments to the American Government payable during the fiscal year beginning July 1 next, conditional on a like postponement for one year of all payments on intergovernmental debts owing the important creditor powers.

. . . . . .

The purpose of this action is to give the forthcoming year to the economic recovery of the world and to help free the recuperative forces already in motion in the United States from retarding influences from abroad.

The world-wide depression has affected the countries of Europe more severely than our own. Some of these countries are feeling to a serious extent the drain of this depression on national economy. The fabric of intergovernmental debts, supportable in normal times, weighs heavily in the midst of this depression.

From a variety of causes arising out of the depression such as the fall in the price of foreign commodities and the lack of

[1] Extract from the *Publications of the Department of State. Press Releases.* Saturday, June 27, 1931.

confidence in economic and political stability abroad there is an abnormal movement of gold into the United States which is lowering the credit stability of many foreign countries. These and the other difficulties abroad diminish buying power for our exports and in a measure are the cause of our continued unemployment and continued lower prices to our farmers.

Wise and timely action should contribute to relieve the pressure of these adverse forces in foreign countries and should assist in the reestablishment of confidence, thus forwarding political peace and economic stability in the world.

Authority of the President to deal with this problem is limited as this action must be supported by the Congress. It has been assured the cordial support of leading members of both parties in the Senate and the House. The essence of this proposition is to give time to permit debtor governments to recover their national prosperity. I am suggesting to the American people that they be wise creditors in their own interest and be good neighbours.

I wish to take this occasion also to frankly state my views upon our relations to German reparations and the debts owed to us by the allied Governments of Europe. Our Government has not been a party to, or exerted any voice in determination of reparation obligations. We purposely did not participate in either general reparations or the division of colonies or property. The repayment of debts due to us from the Allies for the advance for war and reconstruction were settled upon a basis not contingent upon German reparations or related thereto. Therefore, reparations is necessarily wholly a European problem with which we have no relation.

I do not approve in any remote sense of the cancellation of the debts to us. World confidence would not be enhanced by such action. None of our debtor nations have ever suggested it. But as the basis of the settlement of these debts was the capacity under normal conditions of the debtor to pay, we should be consistent with our own policies and principles if we take into account the abnormal situation now existing in the world. I am sure the American people have no desire to attempt to extract any sum beyond the capacity of any debtor to pay and it is our view that broad vision requires that our Government should recognize the situation as it exists.

This course of action is entirely consistent with the policy which we have hitherto pursued. We are not involved in the discussion of strictly European problems, of which the payment of German reparations is one. It represents our willingness to make a contribution to the early restoration of world prosperity in which our own people have so deep an interest.

I wish further to add that while this action has no bearing on the conference for limitation of land armaments to be held

next February, inasmuch as the burden of competitive armaments has contributed to bring about this depression, we trust that by this evidence of our desire to assist we shall have contributed to the good-will which is so necessary in the solution of this major question.

. . . . . .

5.

REPORT OF INTERNATIONAL COMMITTEE OF EXPERTS

RESPECTING SUSPENSION OF CERTAIN INTER-GOVERNMENTAL DEBTS FALLING DUE DURING THE YEAR ENDING JUNE 30, 1932, TOGETHER WITH PROTOCOLS AND DECLARATIONS SIGNED AT LONDON, AUGUST 11-13, 1931 [1].

No. 1.

REPORT OF THE LONDON COMMITTEE OF EXPERTS [2], AUGUST 11, 1931.

Part I.—General Considerations.

WE were appointed to consider and recommend the measures necessary to give effect to the proposal of the President of the United States of America that the payment of inter-governmental debts should be suspended for one year from the 1st July, 1931, to the 30th June, 1932.

2. President Hoover's proposal has been accepted by the Governments of Austria, Belgium, Bulgaria, Czechoslovakia, France, Germany, Hungary, Italy, Japan, Poland, Portugal, Roumania, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India; and also as regards Relief Debts by the Governments of Denmark, Holland, Norway, Sweden and Switzerland. The position of Greece and Yugoslavia will be mentioned later in our report.

Part II.—German Reparations and Inter-Allied War Debts.

3. We deal first with the measures required to give effect to President Hoover's proposal as regards the German annuities under the New Plan and the Inter-Allied war debts due to the Governments of the United States of America, the United

---

[1] *British State Papers. Miscellaneous* No. 19 (1931). Cmd. 3947. Printed and published by H.M. Stationery Office.

[2] This Report was drawn up and signed in English and in French. French text not printed.

Kingdom, France and Italy, since these payments are the most important both in their amount and as regards their economic repercussions. The recommendations as regards other inter-governmental debts are contained in Parts III and IV.

Method of Repayment.

4. As regards the method of repayment of the amounts in respect of German reparation and war debts suspended during the "Hoover Year", several of the governments represented consider that a preferable procedure, both from the financial and from the administrative point of view, would have been that the payments due in 1931-1932 should have been postponed to 1932-1933, the payments of 1932-1933 to 1933-1934 and so on throughout the scale.

A different method was, however, contemplated in the Franco-American Agreement of the 6th July, 1931, and, in view of the importance of reaching agreement without delay, those governments which were not Parties to the Franco-American Agreement have agreed to adopt the method of repayment contemplated in that Agreement, having satisfied themselves that it will be possible to adopt this method without any sacrifice of the rights of any creditor government in relation to those of other creditor governments.

We accordingly recommend that the payments under the New Plan, subject to the provisions referred to below as regards the unconditional annuities, and also the Inter-Allied debts due to France, Italy and the United Kingdom, which have been suspended during the "Hoover Year" should be repaid by ten equal annuities from the 1st July, 1933, to include both principal and interest at a rate not exceeding 3 per cent. as from the 1st July, 1933. We make this recommendation on the assumption that a similar system will be acceptable to the United States Government when they are in a position to reach a final decision on the subject as regards the debts due to them. The repayment annuities, equally with those in respect of the loans to the German Railway Company referred to below, will be absolute obligations, involving no option of postponement. The German Government pointed out that, in accepting this proposal, they had not intended to express any opinion as to Germany's future capacity of payment, that question not having been, in fact, within the purview of the Committee.

Service of Dawes Loan and Young Loan.

5. The payments required for the service of the German external loan of 1924 and for the service of the German Govern-

ment international 5½ per cent. loan, 1930, will continue to be effected without any change.

The Unconditional Annuity.

6. After an exchange of explanations, we have agreed that, as contemplated in the Franco-American Agreement, the unconditional annuity should continue to be paid, provided that it is immediately re-lent to the German Railway Company.

The detailed arrangements which we recommend as regards the payment of the unconditional annuity and the relending of amounts thus paid to the German Railway Company, and also as regards the reparation tax payable by the Company, are set out in Annex I [1] of the Draft Protocol appended to this Report (Appendix I).

As stated therein, it is understood that the provisions in question shall not in any way prejudice the rights of the creditor Powers arising out of the obligations of the German Government and of the German Railway Company under the New Plan, in particular as regards the character of collateral guarantee for the whole annuity under the New Plan, which attaches to the reparation tax payable by the German Railway Company.

The Conditional Annuity.

7. We recommend that the annuities to repay the suspended amount of the conditional annuity in ten years as from the 1st July, 1933, should be payable in equal *monthly* instalments on the 15th day of each month, beginning on the 15th July, 1933, and ending on the 15th June, 1943. On this basis we agree that each of the repayment annuities in respect of the conditional annuities suspended will amount, assuming that interest is charged at 3 per cent., as proposed in paragraph 4 above, to 117,831,000 Reichsmarks.

Deliveries in Kind.

8. The application of President Hoover's proposal to the system of deliveries in kind gives rise to certain practical difficulties. The principles on which these difficulties should in our opinion be dealt with are set out in Annex II [1] to the draft Protocol appended to this Report (Appendix I).

We recommend that measures for the application of these principles should be drawn up by the agents for deliveries in kind, meeting as provided for in Article 19 of the Regulations for deliveries in kind [1].

[1] Not reproduced.

Belgium.

9. The Belgian Government, while willingly agreeing to President Hoover's proposal, was obliged to reserve the question of the payments to be made by the German Government in fulfilment of the German-Belgian Agreement dated the 13th July, 1929. An agreement has been arrived at on this question between the two Governments, which has been embodied in an exchange of letters [1] annexed to this Report (Appendix III).

Greece.

10. The Greek Government are prepared to accept the suspension of payments by Germany, but have difficulties as regards the suspension of payments by Bulgaria, which are explained in paragraph 15 below.

Yugoslavia.

11. The Yugoslav Government have represented to us that the suspension of reparation receipts involves a sacrifice both for the budget of the Yugoslav Government and for the foreign exchange resources of the Yugoslav National Bank, which is greater in proportion than the sacrifice involved in the case of other creditor Governments. We have carefully considered the statements laid before us by the Yugoslav representatives, and we fully appreciate the force of the arguments which they have submitted to us. We are convinced that if the monetary position of the National Bank of Yugoslavia were to be seriously endangered, the chief central banks and the Bank for International Settlements, in accordance with their habitual practice, would take the position into consideration with a view to giving such assistance as might be possible, and we understand that the Bank for International Settlements are at present considering the question of furnishing certain credits to the National Bank of Yugoslavia. We agree, however, that any such question must necessarily be decided by the central banks concerned at their discretion and on their responsibility.

Formal Procedure.

12. We consider that effect should be formally given to the suspension of payments under the New Plan by a protocol, which would come into force after ratification and would have retroactive effect to the 1st July, 1931. We attach a draft [1] (Appendix I).

[1] Not reproduced.

We *understand that the formal steps in the suspension of* Inter-Allied war debt payments during the Hoover Year will be arranged between the creditor and debtor Governments direct in each case.

We recommend that the provisions set forth in the draft Protocol, and the similar provisions to be adopted in regard to Inter-Allied war debts, should be put into force provisionally forthwith, and that the Bank for International Settlements, so far as it is concerned, should receive joint instructions in the terms of the attached draft [1] (Appendix II). The German Government has declared itself in agreement with the terms of this draft, and will so inform the Bank for International Settlements.

Part III.—Non-German Payments.

Funds A. and B.

13 [2]. We agree that it is very desirable that the payments to these Funds should not be interrupted during the "Hoover Year". We express no opinion on the juridical question as to whether these payments are inter-governmental, but our recommendation is based on grounds of policy and, in particular, the undesirability of endangering the successful working of arrangements reached after lengthy and difficult negotiations in a case where the financial sums at stake are relatively inconsiderable.

The Governments of Czechoslovakia, France, Italy, Roumania, the United Kingdom and Yugoslavia are willing in principle to continue their payments during the Hoover Year.

The Hungarian Government have informed us that, subject to the financial basis of the Funds being fully maintained, as laid down by Agreements No. II and No. III, signed at Paris on the 28th April, 1930 [3], and to all the payments provided for therein being assured to the Fund in an appropriate manner, they are prepared to accept our unanimous view that the payments by Hungary under Agreement No. I signed at Paris on the 28th April, 1930, so far as they have in fact been assigned to the benefit of Fund A., should also be continued without interruption.

We have informed the Bulgarian Government that we consider that payments by them which have, in fact, been assigned to Fund A., should be continued without interruption, so as

---

[1] See p. 385.
[2] For French text of paragraph 13, see pp. 87-88.
[3] Not reproduced.

to safeguard the interests of the Fund. We have not yet received the reply of the Bulgarian Government.

Hungary.

14. Subject to the above remarks, we recognize that the payments by Hungary should, under President Hoover's proposal, be postponed for the year the 1st July, 1931, to the 30th June, 1932, and we consider that repayment should be effected on terms similar to those proposed for the conditional German annuities and the Inter-Allied war debts.

Bulgaria.

15 [1]. Subject to the remarks in § 13 as regards Fund A., we recognize that payments by Bulgaria should also be postponed on similar terms to those referred to in the preceding paragraph. But we have to report that, before the necessary agreement to this end can be concluded, the difficulty which has arisen in regard to the debt resulting from the Caphandaris-Molloff Agreement will have to be overcome.

This debt represents the debit balance which Greece has to pay to the Bulgarian Government as a result of balancing the accounts relating to properties left by Bulgarian refugees in Greece and by Greek refugees in Bulgaria. The Greek Government will have to pay about £190,000 to the Bulgarian Government on this account during the "Hoover Year".

The Bulgarian Government maintain that the payments are in respect of private properties, that they are for the benefit of private bondholders and that the arrangements made for the Governments to act as the channel for part of these payments do not alter their fundamental nature as private debts.

The Greek Government maintain that this debt is an intergovernmental debt, because it is due and paid by one Government to another, because it is nowhere stated in the relevant Agreement that the sums thus paid will be assigned to the service of any obligations held by private persons, and, finally, because there are no securities held by Bulgarian emigrants carrying the name of the Greek Government as debtor.

The Greek Government further emphasize the difficulties in which they will be placed if President Hoover's proposal is applied to Non-German reparation, of which Greece receives 76.73 per cent., and they regard it as inadmissible that Bulgarian payments to Greece should be suspended while Greek payments to Bulgaria continue uninterrupted.

---

[1] Not reproduced.

[2] For French text of paragraphs 14 and 15, see pp. 88-89.

We do not feel that it is within our competence to decide the difference of opinion set forth above. In this, as in other cases where doubt has been expressed as to whether debts are inter-governmental in nature, we consider that the matter must be settled by the two Governments concerned.

We must, however, record our emphatic view that it is desirable that a practical settlement should be reached, and we hope that the Bulgarian and Greek Governments will approach the matter in the most conciliatory spirit possible, so that this end may be achieved.

Part IV.—Relief, Reconstruction and Miscellaneous Post-War Debts due to European Powers.

16. Somewhat different considerations apply to these debts, as opposed to reparation and war debts. Many of them are of small amount and repayable in short periods. We are, however, informed that the Governments represented on the International Relief Credits Committee have decided in principle to suspend the amounts due during the Hoover Year in respect of relief bonds on the same principles as those adopted generally in the case of inter-governmental debts.

[*Here follow the signatures of the Governments of the German Reich, of His Majesty the King of the Belgians, of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, of the French Republic, of His Majesty the King of Italy and of His Majesty the Emperor of Japan.*]

No. 2.

PROTOCOL CONCERNING GERMANY.

WHEREAS, on the 20th June, 1931, the President of the United States of America made proposals for the suspension of

intergovernmental debts falling due during the year 1st July, 1931, to 30th June, 1932;

And whereas the Governments signatories of the present Protocol have accepted the said proposals and have agreed to apply them in particular to the obligations of the German Government under the agreement signed at The Hague on the 20th January, 1930 [1];

And whereas the French Government and the Government of the United States of America concluded an arrangement on this subject at Paris on the 6th July, 1931;

And whereas it is accordingly necessary to provide for the application of the New Plan in the conditions thus created;

And in view of the report dated the 11th August, 1931, drawn up by the experts who met in London for this purpose;

The undersigned, duly authorized to that effect, have agreed as follows:

Article 1.—Nothing in the present Protocol shall in any way alter or affect the existing provisions for the service of the German external loan, 1924, in particular the provisions of Article XIII and Annex XI of the Hague Agreement of the 20th January, 1930, concerning that loan. The service of the German Government international 5½ per cent. loan, 1930, shall continue to be effected punctually and duly in conformity with the provisions of the general bond and other agreements securing the said loan [1].

Article 2.—The payment of the unconditional part of the annuity from the 1st July, 1931, to the 30th June, 1932, and of the reparation tax due by the German Railway Company from the 1st August, 1931, to the 1st July, 1932, will be governed by the provisions of Annex I to the present Protocol.

Article 3.—The payment of the conditional part of the annuity falling due from the 15th July, 1931, to the 15th June, 1932 (both inclusive), shall be suspended. The amounts thus suspended shall, unless otherwise agreed, be repaid as from the 1st July, 1933, together with interest at 3 per cent. from the said date, by ten equal annuities of 117,831,000 Reichsmarks, the Reichsmark being defined as in the New Plan. These repayment annuities shall be paid by equal monthly instalments on the 15th day of each month from the 15th July, 1933, to the 15th June, 1943, inclusive.

The payments provided for by this article will be an absolute obligation involving no option of postponement. They will be made in foreign currencies as provided in the New Plan.

[1] See pp. 248-252 above.

The relevant coupons of the debt certificate, delivered by the German Government to the Bank for International Settlements as the trustee for the creditor governments under the New Plan, shall be endorsed accordingly by the German Government, and by the Bank for International Settlements on behalf of the creditor governments, as soon as possible after the coming into force of the present Protocol.

Article 4.—The arrangements in regard to deliveries in kind during the period from the 1st July, 1931, to the 30th June, 1932, will be governed by the principles contained in Annex II to the present Protocol.

Measures for the application of these principles will be drawn up by the agents for deliveries in kind, meeting as provided in Article 19 of the Regulations for deliveries in kind [1].

Article 5.—Immediately on the signature of the present Protocol and before its entry into force in accordance with Article 7, its provisions will be applied provisionally with retroactive effect to the 1st July, 1931, by each of the signatory governments.

Article 6.—Any dispute, whether between the governments Parties to the present Protocol or between one or more of those governments and the Bank for International Settlements, as to the interpretation or application of the said Protocol, shall be settled in accordance with the provisions of Article XV of the Agreement with Germany signed at The Hague on the 20th January, 1930.

Article 7.—The present Protocol, of which the English and French texts are both authentic, shall be ratified, and the ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible.

The governments whose seat is outside Europe will be entitled merely to notify the French Government, through their diplomatic representatives in Paris, that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

As soon as the present Protocol has been ratified by the Governments of Belgium, France, Germany, Great Britain and Northern Ireland, Italy, and Japan, it shall come into force between those governments whose ratifications have been deposited or notified at that date. It shall come into force in respect of every other signatory government on the date of notification or deposit of ratification.

The French Government will transmit to all the signatory governments and to the Bank for International Settlements a

[1] Not reproduced.

certified copy of the *procès-verbal* of the deposit of each ratification, and a certified copy of each notification.

Article 8.—The present Protocol may be signed at any time up to the date on which it first comes into force, in accordance with Article 7, by any government signatory to the Agreement with Germany signed at The Hague on the 20th January, 1930.

After that date any of the said governments may accede to the present Protocol by means of a notification addressed to the Government of the French Republic, which will transmit to the other contracting governments and to the Bank for International Settlements a certified copy of such notification. In that case the Protocol will come into force for the government concerned on the date of such accession.

Done at London, the eleventh day of August, 1931, in a single copy which will remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, which will transmit certified copies to each of the signatory Governments.

[*Here follow the signatures.*]

No. 3.

LETTER TO THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS RESPECTING THE PROTOCOL CONCERNING GERMANY (No. 2).

London, August 11th, 1931.

Sir,

On behalf of our respective Governments we have the honour to transmit to you herewith a copy of a Protocol signed in London on the 11th August, 1931, in order to give effect to the proposal of the President of the United States of America in so far as concerns the German obligations under the New Plan, as defined in The Hague Agreement with Germany of the 20th January, 1930.

It will be observed that the Protocol will come into force on ratification by the signatory governments, as set forth therein; meanwhile, the Governments which we represent have decided to put the Protocol into immediate force provisionally with retrospective effect to the 1st July, 1931, and accordingly authorize and request you to be good enough to give effect to the dispositions of the Protocol, so far as the Bank for International Settlements is concerned, as from the date of your receipt of this letter, and, in particular, (1) to refrain

from claiming payment of the conditional part of the annuity up to the 30th June, 1932; (2) immediately to relend to the German Railway Company the unconditional part of the annuity paid up to the same date, so far as not required for the service of the German Government international 5½ per cent. loan, 1930, and to conclude for this purpose the contract provided for in Annex I of the Protocol; and (3) to refrain from claiming payment of the reparation tax up to and including the 1st July, 1932, provided that the conditions for the liberation of the tax laid down in Annex I to the Protocol have been fulfilled.

Our Governments will be happy to receive the acceptance by the Bank, so far as it is concerned, of the provisions of Article 6 of the Protocol.

The contents of this letter have been communicated to the German Government, which has declared itself in agreement with its terms.

We are, etc.

[*Here follow the signatures.*]

No. 5.

GREEK DECLARATION RESPECTING PROTOCOL CONCERNING GERMANY (No. 2).

The undersigned Greek delegate desires to declare that, in signing the Protocol concerning the suspension of payments on German reparations for the year 1931-1932, Greece has to define that she is accepting the proposals of the President of the United States as far as the German reparations are concerned and that she is prepared to concur to those proposals as far as Oriental reparations are concerned, on the following conditions, i.e.:

(*a*) As far as Hungarian reparations are concerned, the payments referring to damages during the period by which Greece was neutral will be exempted from the suspension.

(*b*) As far as Bulgarian reparations are concerned, the payments for the execution of the Agreement Caphandaris-Molloff will be included in the suspension of payments.

London, August 11th, 1931.

(*Signed*) J. G. POLITIS.

No. 11.

GREEK DECLARATION RESPECTING THE PROTOCOL CONCERNING CZECHOSLOVAKIA (No. 9).

The Greek delegate has been instructed to declare that Greece is signing the Protocol concerning Czechoslovakian payments on the understanding that she is doing that by exception and wishes to define that the Greek Government has accepted the proposals of the President of the United States only as far as the German reparations are concerned, and that their acceptance of the same proposals concerning "Oriental reparations" is depending from the following conditions :

(*a*) As far as Hungarian reparations are concerned, the payments referring to damages during the period by which Greece was neutral will be exempted from the suspension of payments.

(*b*) As far as Bulgarian reparations are concerned, the payments for the execution of the Agreement Caphandaris-Molloff will be included in the suspension of payments.

London, August 11th, 1931.

(*Signed*) D. CACLAMANOS.

6.

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COMMISSION MIXTE D'ÉMIGRATION GRÉCO-BULGARE

170me SÉANCE.

Sofia, le 28 janvier 1924.

. . . . . .

Circulaire relative à l'évaluation et au paiement des biens à liquider.

Le DÉLÉGUÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS donne lecture d'un projet de circulaire relative à l'évaluation et au paiement des biens à liquider, destinée à être mise à la disposition des intéressés aux bureaux de la Commission mixte et des sous-commissions.

La Commission adopte à l'unanimité cette circulaire, dont le texte figure en annexe au présent procès-verbal. Elle sera

envoyée aux sous-commissions aux fins d'impression dans les langues grecque et bulgare.

. . . . . .

[*Signatures.*]

Annexe au P.-V. de la 170me séance.

CIRCULAIRE
RELATIVE A L'ÉVALUATION ET AU PAIEMENT DES BIENS A LIQUIDER
EN APPLICATION DE LA CONVENTION GRÉCO-BULGARE SUR L'ÉMIGRATION RÉCIPROQUE.

La procédure relative à l'évaluation et au paiement des biens à liquider par la Commission mixte est prévue parmi les stipulations du règlement qui fut publié au Journal officiel bulgare n° 68 du 28 juin 1922.

Les règles à appliquer pour l'évaluation et le paiement des biens ont été établies par divers accords de détail entre les Gouvernements bulgare et hellénique et la Commission mixte et enfin par une décision de celle-ci en date du 16 janvier 1924. Ces règles ont fait l'objet d'un communiqué paru au *Journal officiel* n° . . . du . . .

Pour la facilité des intéressés, la présente circulaire, dans sa première Partie, résume brièvement la procédure relative aux liquidations et, dans sa deuxième Partie, donne en détail les règles relatives aux évaluations et paiements.

Première Partie.

PROCÉDURE.

A. — *Le droit à obtenir la liquidation de ses biens* par la Commission mixte appartient à tout émigrant ou émigré remplissant les conditions prévues par l'article 7 du règlement et les instructions complémentaires.

B. — Pour obtenir la liquidation d'un bien, le propriétaire devra adresser à l'une des sous-commissions une *demande en liquidation* rédigée sur un formulaire fourni par la sous-commission, ainsi qu'il est dit aux articles 17, 37, 40 et 68 du règlement.

En plus des liquidations demandées par les propriétaires, il pourra être procédé, après le 31 août 1924, à la *liquidation d'office* des biens d'émigrants ou émigrés ayant remis une déclaration d'émigration et qui, à cette date, n'auront pas vendu les biens laissés par eux dans leur pays d'origine (la Commission mixte donnera toutefois toute facilité pour terminer les ventes qui seraient en cours au 31 août 1924) (art. 16 et 38).

C. — *Le droit de propriété* pour tout bien à liquider devra être établi par le propriétaire ou par son mandataire, devant la sous-commission respective, par l'un des moyens suivants (art. 48 et 68) :

a) par un titre en règle répondant aux exigences de la loi du lieu des situations des biens ;

b) pour les territoires nouvellement acquis (depuis 1912) par un titre ou copie authentique du titre répondant aux exigences de la loi ottomane accompagné d'une traduction dans l'une des langues bulgare ou grecque, celle-ci légalisée par le ministère respectif des Affaires étrangères ou faite au préalable en français par un employé spécial auprès de la Commission mixte. Cette dernière traduction ne pourra servir qu'auprès de la Commission mixte et des sous-commissions ;

c) par les *budgets* et jugements des tribunaux ;

d) par des quittances de paiements d'impôts délivrées par les autorités ottomanes, pour les territoires nouvellement acquis, et soutenues par le témoignage de deux personnes de la commune où sont situés les biens ;

e) par les témoignages de deux habitants de la commune où sont situés les biens, qui déclareront sous serment devant le juge de paix de leur domicile que les biens appartiennent aux candidats ; le procès-verbal dressé par le juge de paix à cette occasion sera produit devant la sous-commission du lieu de situation des biens ;

f) par le témoignage de trois habitants de la commune en présence du maire (ou son adjoint) ou d'un habitant désigné à cet effet par le Conseil communal comme il est indiqué à l'article 50 ;

g) par d'anciennes pièces ayant date certaine et émanant d'autorités ou d'administrations nationales ;

h) par le témoignage sous serment d'anciens habitants de la commune dans le cas où il s'agit de biens situés dans des endroits que l'ancienne population a abandonnés postérieurement à 1900 en connexité avec des événements politiques.

D. — Pour les localités qu'a abandonnées une grande partie de la population, les sous-commissions rechercheront les moyens d'établir la distribution ancienne des terres et les droits de chacun, en collaboration avec les délégués des intéressés (art. 68).

E. — Dans le but de permettre aux intéressés de *défendre leurs droits* par-devant les sous-commissions, celles-ci citeront par-devant elles (art. 43) tout candidat-émigrant qui aurait demandé la liquidation d'un bien, en lui faisant connaître l'endroit et le jour où il doit se présenter pour être entendu.

Le candidat-émigrant ainsi convoqué pourra se présenter personnellement ou se faire représenter par un mandataire désigné comme il est dit aux articles 44 et 46 du règlement.

Les sous-commissions citeront de même les émigrés dont elles auront à liquider les biens. Toutefois, pour éviter que beaucoup d'émigrés ne doivent effectuer un voyage coûteux, les facilités les plus grandes leur seront données pour se faire représenter par mandataire, de façon individuelle ou collective, ainsi qu'il est dit aux articles 44, 45 et 68 du règlement.

F. — Pour l'*évaluation* des biens à liquider, les sous-commissions, ayant accompli les formalités préliminaires prescrites aux articles 39 à 42 du règlement et ayant convoqué le propriétaire ou son mandataire comme il est dit au littéra E ci-dessus, appliqueront

la procédure édictée par les articles 47 à 53 et les directives énommées dans la deuxième Partie de la présente circulaire.

G. — Les sous-commissions établiront ainsi, pour chaque bien à liquider, *le procès-verbal d'évaluation* prévu à l'article 53 du règlement, dont copie sera remise à l'intéressé, conformément à l'article 54.

H. — *Le prix d'évaluation* ainsi établi est sujet à modification ou confirmation par la Commission mixte, suivant la procédure prévue aux articles 55 à 63 du règlement.

J. — Conformément aux articles 57 et 61, tout propriétaire d'un bien soumis à liquidation aura le droit de déposer ou d'envoyer, dans le délai de trente jours à dater de la communication prévue au littéra G ci-dessus, au bureau de la sous-commission respective, pour être transmises à la Commission mixte, les *objections* qu'il a à formuler contre la décision de la sous-commission.

K. — *Les décisions* de la Commission mixte sont définitives. Aucun recours n'est ouvert à leur sujet (art. 62).

L. — *Le paiement* des biens liquidés sera fait par les soins de la Commission mixte, comme il est dit aux articles 19 et 64 du règlement et dans la deuxième Partie de la présente circulaire.

M. — L'émigrant devra quitter son pays d'origine avant l'expiration des trois mois qui suivront le paiement intégral (au comptant et en obligations) de tous ses biens soumis à liquidation, à moins que son séjour ne doive être prolongé pour la vente directe de biens non soumis à liquidation (art. 11, 16 et 65 du règlement).

REMARQUES IMPORTANTES.

I. *Le terme du délai pour se prévaloir de la convention* a été définitivement fixé au 31 août 1924 pour l'ensemble des territoires grecs et bulgares, y compris la Thrace occidentale.

Dans toutes les dispositions du règlement où est mentionnée la date du 18 décembre 1922, celle-ci doit être considérée comme remplacée par la date du 31 août 1924.

Jusqu'à cette dernière date pourront, en conséquence, être déposées les déclarations d'émigrations, demandes en liquidation, demandes de reprises de biens, etc., et pourront être librement gérés ou vendus les biens laissés par les intéressés dans leur pays d'origine.

II. *A partir du 1er mai 1924, toutes les déclarations d'émigration deviendront irrévocables.*

Si, parmi les personnes qui ont déposé une déclaration d'émigration, il en est qui voudraient retirer celle-ci, elles peuvent le faire jusqu'au 1er mai, en en exprimant le désir à la sous-commission, avant cette date, par une lettre, individuelle ou collective, accompagnée de leurs récépissés de déclaration d'émigration.

Dans le cas où, ultérieurement et avant le 31 août 1924, une personne qui aurait ainsi retiré sa déclaration ou restitué son récépissé se déciderait définitivement à émigrer, il lui suffirait d'expri-

mer cette volonté par l'envoi à la sous-commission d'une simple lettre ou d'un formulaire signé.

Des formulaires pour le retrait et le renouvellement de la déclaration d'émigration peuvent être demandés aux sous-commissions.

Deuxième Partie.

MODE D'ÉVALUATION ET DE PAIEMENT DES BIENS A LIQUIDER.

A. — En vue des évaluations des biens à liquider, les *sous-commissions distingueront trois catégories de biens :*

1) les biens dont les prix ne sont pas sensiblement influencés par l'émigration ancienne, actuelle ou probable de la minorité respective et de la minorité turque ;

2) les biens situés dans des localités où une émigration partielle, ou la prévision d'une émigration future, ont déprimé le marché des terres sans en causer le bouleversement ;

3) les biens situés dans des localités où une émigration importante et ancienne a causé le bouleversement ou la suspension du marché des terres.

B. — Pour l'évaluation des biens *dont les prix ne sont pas sensiblement influencés par l'émigration* ancienne, actuelle ou probable de la minorité respective et de la minorité turque, les sous-commissions auront à rechercher les prix courants du marché, en comparant les biens à liquider avec des biens similaires récemment vendus ou en recourant à des experts ou en employant toute autre source d'information à leur portée.

C. — Pour l'évaluation des *biens situés dans des localités* où une émigration partielle, ou la prévision d'une émigration future, ont déprimé le marché des terres sans en causer le bouleversement, les sous-commissions auront à établir la valeur réelle des biens en comparant ceux-ci, directement ou indirectement, avec des propriétés semblables situées dans des régions similaires, et si possible voisines, où l'émigration n'ait pas fait sentir son influence déprimante.

Cette comparaison peut être faite directement en recherchant, d'une part la valeur qu'avait la propriété à liquider à une date antérieure à l'émigration ; et d'autre part, la variation de valeur subie depuis lors par les propriétés dans une région similaire, soumise aux mêmes conditions économiques et politiques, où l'émigration n'a pas fait sentir ses effets, — et en appliquant le coefficient ainsi déterminé à la valeur ancienne de la propriété.

Cette comparaison peut être faite indirectement en étudiant le rendement possible de la propriété à évaluer (ce rendement résultant à la fois de la productivité du sol et des conditions générales du marché), et en recherchant simultanément dans des régions similaires et si possible voisines le taux auquel se capitalise le revenu des propriétés.

Cette comparaison peut encore être faite en établissant d'abord, par les deux méthodes précédentes, la valeur réelle de quelques propriétés de la localité considérée, en comparant cette valeur avec

leur prix actuel sur le marché déprimé et en établissant ainsi un coefficient local qui pourrait être appliqué au prix local des autres biens à liquider dans la même localité.

Enfin, les sous-commissions pourront employer toute méthode pratique d'évaluation qui s'inspire de ces principes et soit susceptible de donner des résultats équivalents à ceux que produirait leur application.

D. — Pour l'évaluation des *biens situés dans des localités où une émigration importante* et ancienne a causé le bouleversement ou la suspension du marché des terres, les sous-commissions emploiront les méthodes d'évaluation décrites au littéra C ci-dessus ; toutefois, les mesures suivantes seront prises en vue d'assurer une uniformité de traitement à tous les ayants droit.

Jusqu'à nouvel ordre, les sous-commissions n'attribueront qu'un caractère provisoire aux évaluations qu'elles feront dans les régions où la grande émigration a bouleversé le marché des terres. Elles établiront, à l'appui de ces évaluations provisoires, de courts exposés des motifs ; les procès-verbaux d'évaluations provisoires ne seront pas communiqués aux intéressés.

Dès que possible, la Commission mixte s'assurera, par l'étude des évaluations provisoires des diverses sous-commissions et par la confrontation éventuelle de celles-ci, de l'existence entre elles d'une unité d'esprit et de mesure.

Dès lors, elle autorisera les sous-commissions à procéder à l'évaluation officielle des biens dont traite le présent littéra.

E. — Chaque évaluation sera *libellée dans la monnaie courante* employée par le marché des terres et des immeubles dans la région de situation du bien à liquider (devise nationale, papier ou monnaie d'or).

F. — La Commission mixte, aussitôt après avoir pris, relativement à un bien, la décision de liquidation définitive prévue au littéra K de la première Partie ci-dessus, et avoir ainsi définitivement établi le prix auquel elle évalue le bien, *convertira ce prix en une créance en dollars.*

Dans le cas où l'évaluation a été faite en monnaie d'or, la conversion en dollars sera faite *au pair.*

Dans le cas où l'évaluation a été faite en monnaie papier, la conversion en dollars sera faite comme il est dit ci-après :

Si la Commission mixte a confirmé le prix fixé par la sous-commission, ou si elle l'a modifié en se basant sur les constatations et rapports d'experts sur lesquels la sous-commission avait basé sa propre décision, elle adoptera comme taux de conversion *la moyenne des cours moyens mensuels des six mois ayant précédé* la déclaration d'évaluation de la sous-commission.

Si la Commission mixte a modifié le prix fixé par la sous-commission en se basant sur de nouvelles constatations sur place, elle adoptera comme taux de conversion *la moyenne des cours moyens mensuels des six mois* ayant précédé sa propre évaluation.

G. — *La créance ainsi établie en dollars sera payée à l'intéressé* par les soins de la Commission mixte, pour le compte du gouvernement acquéreur, partie *au comptant* (environ 10 %), le reste (environ 90 %) *en obligations*, ainsi qu'il est dit ci-dessous.

H. — *Les* 10 % *comptant* seront payés par les soins de la Commission mixte en un chèque en dollars, payable, au gré du titulaire,

indifféremment en leva ou en drachmes par les Banques nationales des deux pays, au taux du jour de sa présentation.

J. — *Les* 90 % *restant* seront payés comme il est dit ci-dessous en obligations du pays de destination de l'émigrant, libellées en devise nationale de ce pays (leva pour les Bulgares, drachmes pour les Grecs). A cet effet, leur montant en dollars sera converti par la Commission mixte, au jour de sa décision de paiement, en un montant en devise nationale, le taux de conversion étant la moyenne des taux moyens mensuels des six mois ayant précédé cette décision.

Le montant en devise nationale ainsi calculé sera payé :

aux Bulgares, en obligations de l'emprunt bulgare 6 % 1923 ;

aux Grecs, en obligations de l'emprunt hellénique 6 % 1923.

Lesdites obligations sont « au porteur » et par conséquent négociables. Elles portent intérêt, à partir de leur délivrance, au taux de 6 % l'an, cet intérêt étant payable semestriellement. Elles sont amortissables en douze ans, à dater du 1er juillet 1926, au pair et par tirage au sort.

Elles jouissent, outre la garantie générale de l'État émetteur, d'une garantie spéciale de nature hypothécaire constituée par un fonds auquel sont affectés, dans chaque pays, les biens liquidés par la Commission mixte.

Elles sont exemptes de tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques, prévus ou à prévoir par les lois des deux pays.

Elles pourront être données en cautionnement pour tous contrats passés ou à passer avec l'État émetteur.

Elles pourront être données en nantissement de prêts que la Banque nationale respective consentira aux conditions les plus avantageuses de son règlement, pour les montants pouvant atteindre :

les 80 % de la valeur réelle des obligations bulgares en ce qui concerne les prêts consentis par la Banque nationale de Bulgarie ;

les 75 % de la valeur nominale des obligations grecques, en ce qui concerne les prêts consentis par la Banque nationale de Grèce.

Les divers avantages mentionnés ci-dessus appartiennent en propre auxdites obligations et sont transmissibles avec elles.

De plus, aux émigrants personnellement détenteurs de leurs obligations est reconnu le droit spécial d'employer celles-ci avec pouvoir libératoire pour leur valeur nominale, pour le paiement des terres que leur vendrait le gouvernement émetteur.

K. — Enfin, en vue de faciliter aux émigrants, émigrés et réfugiés l'exportation de leurs fonds, de leur épargner des pertes de change et de leur éviter le danger du transport d'argent, il leur est accordé les facilités suivantes :

Tout émigrant ou émigré bulgare désirant emporter ses drachmes de Grèce demandera à la sous-commission de son ressort un certificat attestant sa qualité et l'origine de ses fonds. Il versera ceux-ci, accompagnés du certificat, à la Banque nationale de Grèce, qui lui délivrera, sur la Banque nationale de Bulgarie, un chèque en dollars payable en leva. Un taux de faveur sera appliqué par les deux Banques pour cette double conversion (cours moyen entre les cours d'achat et de vente du jour).

Il en est de même pour les Grecs voulant exporter leurs leva de Bulgarie.

7.

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS [1]

I.

SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION

PREMIÈRE SÉANCE (PRIVÉE, PUIS PUBLIQUE)

tenue à Genève le samedi 19 *septembre* 1931.

. . . . . .

2903. — *Commission mixte d'émigration gréco-bulgare: Transfert des fonctions de la Commission mixte.*

M. Molloff, représentant de la Bulgarie, M. Politis, représentant de la Grèce, et le colonel Corfe, président de la Commission mixte, prennent place à la table du Conseil.

M. FLANDIN soumet le rapport et le projet de résolution suivants :

« Dans sa séance du 4 septembre 1931, le Conseil avait prié le Comité financier de bien vouloir lui faire connaître son avis sur la proposition faite par les membres neutres de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare, par leur lettre en date du 7 juillet 1931. Cette proposition tendait à ce que les fonctions incombant à la Commission mixte, en vertu de l'Accord Molloff-Caphandaris du 9 décembre 1927, fussent transférées à toute autre personne ou organisation qui pourrait être désignée à cet effet par le Conseil de la Société des Nations, conformément à l'article 7 de cet accord.

« Dans son rapport adressé au Conseil à ce sujet (annexe 1325), le Comité financier exprime l'avis que, les membres neutres ayant déclaré que la Commission mixte a, pour ainsi dire, terminé ses travaux et sera liquidée d'ici peu, il serait désirable que le Conseil prît une décision au sujet de ce transfert. Afin de ne pas créer d'organisation nouvelle, le Comité financier suggère qu'il pourra être chargé lui-même des fonctions en question, étant entendu qu'il désignerait certain de ses membres pour agir en son nom dans les intervalles entre les sessions.

« En conséquence, je propose l'adoption du projet de résolution suivant :

[1] *Société des Nations, Journal officiel*, décembre 1931, p. 2251.

7.

EXTRACTS FROM THE MINUTES OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS[1].

I.

SIXTY-FIFTH SESSION.

FIRST MEETING (PRIVATE, THEN PUBLIC)

held at Geneva on Saturday, September 19th, 1931.

. . . . . .

2903.—*Greco-Bulgarian Intermigration Commission: Transfer of the Functions of the Mixed Commission.*

M. Molloff, representative of Bulgaria, M. Politis, representative of Greece, and Colonel Corfe, Chairman of the Mixed Commission, came to the Council table.

M. FLANDIN presented the following report and draft resolution:

. . . . . .

"At its meeting on September 4th, 1931, the Council requested the Financial Committee to give its opinion on the proposal made by the neutral members of the Greco-Bulgarian Intermigration Commission in their letter of July 7th, 1931. This proposal was that the functions conferred upon the Mixed Commission by the Molloff-Caphandaris Agreement of December 9th, 1927, should be transferred to such other person or body as might be selected for the purpose by the Council of the League of Nations in application of Article 7 of this Agreement.

"In its report to the Council on this subject (Annex 1325), the Financial Committee expresses the opinion that, as the neutral members have stated that the Mixed Commission has almost completed its work and will shortly be wound up, it would be desirable for the Council to come to a decision regarding this transfer. In order to avoid setting up any fresh organization, the Financial Committee suggests that it might itself undertake the functions in question, on the understanding that it may appoint certain of its members to act in its name during the intervals between its sessions.

"I therefore propose the adoption of the following draft resolution:

[1] *League of Nations, Official Journal*, December 1931, p. 2251.

« Le Conseil décide de transférer, en date de ce jour, les fonctions incombant jusqu'à présent à la Commission mixte, en vertu de l'Accord du 9 décembre 1927, au Comité financier, étant entendu que celui-ci désignerait certain de ses membres pour agir en son nom pendant les intervalles entre ses sessions. »

M. MOLLOFF, représentant de la Bulgarie, déclare qu'il n'a rien à ajouter au rapport, qu'il accepte.

Le projet de résolution est adopté.

Le colonel CORFE, au nom de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare, tient à remercier le Conseil de la décision qu'il vient de prendre. L'article 7 de l'Accord Molloff-Caphandaris entrant en vigueur à partir de la présente date, et la Commission mixte étant relevée de ses fonctions en vertu de cet accord, les membres neutres nommés par le Conseil pour faire partie de la Commission mixte estiment qu'ils seront en mesure d'informer le Conseil, lors de sa prochaine session, que tous les travaux de la Commission sont complètement terminés et de lui communiquer un rapport complet sur l'activité de la Commission.

M. Molloff, M. Politis et le colonel Corfe se retirent.

. . . . . .

II.

SOIXANTE-SIXIÈME SESSION

QUATRIÈME SÉANCE (PUBLIQUE)

tenue à Genève le jeudi 28 janvier 1932.

. . . . . .

2998.— *Intermigration gréco-bulgare : Clôture des travaux de la Commission mixte.*

MM. Mikoff, représentant de la Bulgarie, Raphaël, représentant de la Grèce, le colonel de Reynier et le colonel Corfe, membres neutres de la Commission mixte, prennent place à la table du Conseil.

Le PRÉSIDENT soumet le rapport et le projet de résolution suivants [1] :

[1] Document C. 118. 1932. I.

"The Council decides to transfer the functions conferred upon the Mixed Commission until now by the Agreement of December 9th, 1927, to the Financial Committee as from to-day, on the understanding that the Financial Committee may appoint certain of its members to act in its name during the intervals between its sessions."

M. MOLLOFF, representative of Bulgaria, said that he had nothing to add to the report, which he accepted.

The draft resolution was adopted.

Colonel CORFE said that, on behalf of the Greco-Bulgarian Intermigration Commission, he desired to thank the Council for the decision it had just taken. Article 7 of the Molloff-Caphandaris Agreement being applied from that date, and the Mixed Commission being relieved of its functions under that Agreement, the neutral members, who had been nominated by the Council [....] of the Mixed Commission, believed that it would be possible to notify the Council at its next session of the complete liquidation of all the Commission's work, and lay before it a full report of the Mixed Commission's activities.

M. Molloff, M. Politis and Colonel Corfe withdrew.

. . . . . .

II.

SIXTY-SIXTH SESSION.

FOURTH MEETING (PUBLIC)

held at Geneva on Thursday, January 28th, 1932.

. . . . . .

2998.—*Greco-Bulgarian intermigration: Termination of the work of the Mixed Commission.*

M. Mikoff, representative of Bulgaria, M. Raphaël, representative of Greece, and Colonel de Reynier and Colonel Corfe, neutral members of the Mixed Commission, came to the Council table.

The PRESIDENT presented the following report and draft resolution [1]:

[1] Document C. 118. 1932. I.

« La Bulgarie et la Grèce ont conclu, le 27 novembre 1919, une convention relative à l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques. Aux termes de cette convention, une Commission mixte a été créée, composée d'un membre nommé par chacun des États contractants et d'un nombre égal de membres d'une autre nationalité, nommés par le Conseil de la Société des Nations. Cette Commission avait pour attributions de surveiller et de faciliter l'émigration volontaire et de liquider les immeubles des émigrants.

« En novembre 1920, le colonel Corfe (Néo-Zélandais) et le commandant de Roover (Belge) ont été nommés membres neutres de la Commission mixte par le Conseil. En mai 1926, M. de Roover a été remplacé par le colonel de Reynier (Suisse). Lors de la nomination des membres neutres, le Conseil a déclaré que, s'il acceptait de nommer les deux membres de la Commission mixte, il était bien entendu que ces membres exerceraient leurs fonctions sous l'autorité et pour le compte des *Parties contractantes*. La *Commission mixte* et ses membres neutres n'exerceraient donc pas un mandat de la Société des Nations. Toutefois, à maintes reprises, la Commission mixte ou les membres neutres ont eu recours aux différents organes de la Société des Nations, et le Conseil a lui-même, lors de ses délibérations, en décembre 1925, sur les questions intéressant les deux pays, marqué l'intérêt qu'il attachait à l'aboutissement de l'œuvre de la Commission mixte pour la paix dans les Balkans. En outre, le Conseil a, le 3 septembre 1927, invité le Comité financier à donner au président de la Commission mixte — si ce dernier le désirait — son avis sur tous les aspects techniques du problème relatif aux moyens de faire face aux charges financières imposées aux Gouvernements bulgare et hellénique par suite de l'émigration gréco-bulgare. Le président de la Commission mixte s'est appuyé sur cette résolution du Conseil en soumettant l'ensemble du problème au Comité financier, et c'est sur la base proposée par le Comité financier qu'a été conclu, le 9 décembre 1927, l'accord connu sous le nom d'Accord Molloff-Caphandaris.

« Saisi d'une requête du président de la Commission mixte au nom des Gouvernements bulgare et hellénique, le Conseil a, en outre, en janvier 1930, demandé à la Cour permanente de Justice internationale un avis consultatif sur certaines questions relatives à l'interprétation que comportent les dispositions de la convention d'émigration ayant trait aux communautés.

« Par lettre du 7 juillet 1931, adressée au Secrétaire général, les membres de la Commission mixte avaient suggéré que les fonctions incombant à la Commission mixte en vertu de l'Accord Molloff-Caphandaris soient transférées à toute autre personne

"On November 27th, 1919, Bulgaria and Greece concluded a Convention respecting the reciprocal voluntary emigration of racial minorities. In accordance with that Convention, a Mixed Commission was created, composed of one member nominated by each of the contracting States and of an equal number of members of a different nationality nominated by the Council of the League of Nations. This Commission had the duties of supervising and facilitating the voluntary emigration and of liquidating the real property of emigrants.

"In November 1920, the Council nominated Colonel Corfe (New Zealander) and Commandant de Roover (Belgian) as neutral members of the Mixed Commission. In May 1926, M. de Roover was replaced by Colonel de Reynier (Swiss). In nominating the neutral members, the Council stated that, if it undertook to nominate the two members of the Mixed Commission, it must be clearly understood that those members would act under the authority and on behalf of the contracting Powers. The Mixed Commission and its neutral members would therefore not act as representatives of the League of Nations. Nevertheless, on many occasions, the Mixed Commission or its neutral members have had recourse to the various organs of the League of Nations, and, in December 1925, during its discussion of questions affecting both countries, the Council itself gave proof of the importance it attached to the success of the Mixed Commission's work for peace in the Balkans. Further, on September 3rd, 1927, the Council requested the Financial Committee to give to the President of the Mixed Commission any advice for which he might ask on any technical aspects of the problem regarding the method by which the Bulgarian and Greek Governments might meet the financial obligations assumed by them in connection with Greco-Bulgarian intermigration. The President of the Mixed Commission, in virtue of this resolution of the Council, submitted the whole of the problem to the Financial Committee, and it was on the basis proposed by that Committee that the Agreement known as the Caphandaris-Molloff Agreement was concluded on December 9th, 1927.

"In January 1930, moreover, the Council considered a request submitted on behalf of the Bulgarian and Greek Governments by the President of the Mixed Commission, and requested the Permanent Court of International Justice to give an advisory opinion on certain questions concerning the interpretation of the clauses of the Emigration Convention which related to communities.

"In a letter addressed to the Secretary-General on July 7th, 1931, the members of the Mixed Commission suggested that the functions conferred upon the Mixed Commission by the Caphandaris-Molloff Agreement should be transferred to such

ou organisation qui pourrait être approuvée à cet effet par le Conseil. Les membres neutres estimaient que, si la Commission mixte était déchargée de ces fonctions et ainsi mise en mesure de se consacrer entièrement à la liquidation complète et rapide de sa tâche, elle pourrait terminer ses travaux dans un avenir très prochain. Dans sa séance du 19 septembre 1931, le Conseil a transféré au Comité financier les fonctions qui, aux termes de cet accord, incombaient à la Commission mixte.

« Par lettre du 23 décembre 1931 (annexe 1344), le président de la Commission mixte a informé le Conseil que la Commission clôturerait ses travaux le 31 janvier 1932.

« Les membres neutres viennent d'adresser aux deux Gouvernements un rapport sur l'activité de la Commission. Ce rapport sera communiqué également au Conseil et aux Membres de la Société des Nations. Il ressort du rapport qu'environ 100.000 Bulgares de Macédoine et de Thrace, d'une part, et environ 50.000 Grecs de Bulgarie, d'autre part, ont bénéficié de la convention.

« Les membres neutres terminent leur rapport de la manière suivante :

« L'expérience, il est vrai, était sans précédent dans les « rapports internationaux, et les conditions particulièrement « difficiles. Quels qu'aient été sa longueur et ses tâtonnements, « elle comporte, nous semble-t-il, des enseignements précieux « pour le règlement de questions de cette nature.

« Par ses résultats politiques et humanitaires, la Convention « de Neuilly aura largement contribué à apaiser de façon per- « manente les troubles qui avaient depuis si longtemps affecté « les Balkans.

« Elle aura atteint un résultat plus positif peut-être — et « dont les effets s'accuseront dans un avenir prochain — : « celui du rapprochement profond des deux nations voisines ; « gage d'une paix durable entre les États de la péninsule. »

« En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil le projet de résolution ci-après :

« Le Conseil félicite les Gouvernements bulgare et hellénique ainsi que la Commission mixte et, notamment, les membres neutres nommés par le Conseil, de l'heureux accomplissement de la tâche dont la Commission mixte avait été chargée en vertu de la Convention d'émigration du 27 novembre 1919. »

other person or body as might be approved for the purpose by the Council. The neutral members were of opinion that, if the Mixed Commission was relieved of its functions, and thus placed in a position to devote itself entirely to the complete and rapid liquidation of its task, it would be able to finish its work at a very early date. At its meeting on September 19th, 1931, the Council transferred to the Financial Committee the functions conferred by that Agreement upon the Mixed Commission.

"In a letter dated December 23rd, 1931 (Annex 1344), the President of the Mixed Commission informed the Council that the Commission would definitely terminate its work on January 31st, 1932.

"The neutral members have just submitted to the two Governments a report on the Commission's work. This report will be communicated also to the Council and to the Members of the League of Nations. It appears from the report that about 100,000 Bulgarians from Macedonia and Thrace on the one hand, and about 50,000 Greeks from Bulgaria on the other hand, have benefited from the Convention.

"The neutral members conclude their report as follows:

'It is true that international relations offered no precedent for this experiment, and that the conditions were particularly difficult. However protracted and tentative it may have been, it does, we think, afford valuable guidance for the settlement of questions of this kind.

'By its political and humanitarian results, the Convention of Neuilly will have contributed in large measure to the permanent removal of those disturbing factors which had for so long affected the Balkans.

'It may prove to have yielded a more positive result—the effects of which will become evident in the near future—: namely, the creation of closer and more intimate relations between the two neighbouring countries, which will constitute a guarantee of lasting peace between the States of the Peninsula.'

"I propose therefore the adoption of the following resolution:

"The Council congratulates the Bulgarian and Greek Governments and also the Mixed Commission, and in particular the neutral members nominated by the Council, on the successful completion of the work with which the Mixed Commission was entrusted under the Emigration Convention of November 27th, 1919."

Le colonel DE REYNIER constate que la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare, issue du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, a terminé ses travaux et que la date de sa dissolution a été fixée au 31 janvier prochain.

Les membres neutres de cette Commission, nommés par le Conseil de la Société des Nations, ont cru opportun d'adresser aux deux Parties signataires de la convention ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations un rapport sur l'œuvre accomplie. L'impression du rapport n'étant pas terminée, il leur semble utile de mentionner ici quelques-unes de leurs conclusions :

En 1920, les populations balkaniques vivaient dans un état d'instabilité et d'effervescence continuelles, conséquence, en partie, des émigrations en masse qui s'étaient produites parmi elles après les guerres balkaniques et la guerre mondiale. Ces exodes de populations avaient été suivis, en règle générale, de la destruction des biens abandonnés et de la disparition des meubles et du bétail de ceux qui étaient partis : en un mot, ces exodes signifiaient, pour les malheureux émigrants, le dénuement et la misère.

Aujourd'hui, on constate qu'en vertu des clauses de la convention d'émigration gréco-bulgare, environ 100.000 Bulgares de Macédoine et de Thrace et environ 50.000 Grecs de Bulgarie se sont décidés, soit spontanément, soit sous l'influence des événements, à rompre les liens qui les attachaient au pays natal.

Les anciens réfugiés, comme les nouveaux émigrants, ont obtenu, sur la base des estimations de la Commission mixte, une indemnité généreuse pour les biens abandonnés, dont la valeur totale s'élève à environ trente-trois millions de dollars.

Ainsi, par le jeu de l'émigration individuelle et volontaire, deux résultats d'une importance politique considérable ont été atteints : 1° une répartition stable et définitive des populations minoritaires fondée sur la décision des individus, conformément à leur conscience nationale, et sur la reconnaissance de leurs droits ; 2° les deux États ont acquis, du fait de ces migrations volontaires, une homogénéité plus grande, élément propice au maintien de la paix dans les Balkans.

Pour la première fois se trouve réalisé entre deux États de la péninsule balkanique, comme suite à ces migrations, un règlement financier fondé sur le droit des individus.

L'heureux achèvement de cette tâche est dû principalement aux deux Parties qui, conscientes des résultats qu'une application intégrale de la convention pouvait produire, ont consenti les sacrifices nécessaires pour assurer une pleine exécution

Colonel DE REYNIER pointed out that the Mixed Greco-Bulgarian Intermigration Commission, which arose out of the Treaty of Neuilly of November 27th, 1919, had completed its work, and that January 31st next had been fixed as the date of its dissolution.

The neutral members of the Commission, who had been appointed by the Council of the League of Nations, had thought it advisable to address to the two Parties that had signed the Convention and to the Secretary-General of the League of Nations a report on the work accomplished. As the report was not yet printed, he desired to mention some of the conclusions of the neutral members:

In 1920, the Balkan peoples were living in a continual state of instability and unrest, partly as a result of the mass migrations which took place after the Balkan wars and the great war. As a general rule, these migrations were followed by the destruction of the abandoned property and the disappearance of the movable property and livestock of those who had left. In a word, they meant destitution and want for the unfortunate emigrants.

At the present time, about 100,000 Bulgarians from Macedonia and Thrace and about 50,000 Greeks from Bulgaria had decided, in consequence of the provisions of the Greco-Bulgarian Emigration Convention, either spontaneously or under the influence of events, to break the ties which bound them to their native land.

The former refugees, like the new emigrants, had obtained generous compensation for their abandoned property on the basis of the Mixed Commission's estimates; the total value of this compensation amounted to about thirty-three million dollars.

Thus, two results which were of considerable political importance had been achieved by individual or voluntary migration: (1) a stable and final distribution of minority populations, based on the decision of individuals, in conformity with their national feelings, and on the recognition of their rights; (2) the two States had acquired greater homogeneity as a result of these voluntary migrations. This was a factor which would contribute towards the maintenance of peace in the Balkans.

For the first time, there had been a financial arrangement between two States of the Balkan Peninsula as a result of this movement, on the basis of the rights of individuals.

The satisfactory completion of this task was due chiefly to the two Parties which, aware of the results to which the integral application of the Convention might lead, had agreed to make the necessary sacrifices to ensure that the Mixed

des décisions de la Commission mixte. Une reconnaissance particulière est due aux représentants actuels des deux Gouvernements auprès de la Commission mixte, qui ont déployé tous leurs efforts pour faciliter l'achèvement de cette œuvre considérable.

. . . . . .

M. MIKOFF, représentant de la Bulgarie, remercie, au nom de son Gouvernement, la Commission mixte de l'œuvre qu'elle a accomplie. Malgré les difficultés de sa tâche, la Commission a réussi à mener à bonne fin une « expérience sans précédent », pour reproduire les termes mêmes du rapport. Il remercie également les services compétents du Secrétariat, qui ont apporté une collaboration constante à la Commission dans l'accomplissement de sa tâche.

Aujourd'hui, la Commission a terminé ses travaux. M. Mikoff doit, toutefois, constater qu'une question d'ordre financier n'a pas encore trouvé de solution : il s'agit du dépôt des effets, prévu à l'article 5 de l'Accord Molloff-Caphandaris. Il regrette de devoir faire cette constatation, mais il est sûr que les mesures nécessaires seront prises pour que le dépôt en question soit effectué dans un bref délai. Ainsi sera parachevée l'œuvre de la Commission mixte ; ainsi sera véritablement apportée une nouvelle pierre à l'édifice de la paix et de l'entente dans les Balkans.

M. RAPHAËL, représentant de la Grèce, tient aussi à adresser les félicitations de son Gouvernement aux membres neutres de la Commission mixte et à leur exprimer ses remerciements pour le dévouement dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de la tâche particulièrement délicate qui leur a été confiée.

. . . . . .

En terminant, le représentant de la Grèce déclare qu'il a été un peu surpris de la déclaration faite par le délégué de la Bulgarie au sujet du dépôt des effets prévu par l'Accord Molloff-Caphandaris. Cette question est en dehors du débat actuel et est de la seule compétence du Comité financier, auquel elle a été transmise par une résolution du Conseil en septembre 1931. Il lui paraît donc impossible d'entrer aujourd'hui en discussion sur ce point.

. . . . . .

Le projet de résolution est adopté.

MM. Mikoff, Raphaël, le colonel de Reynier et le colonel Corfe se retirent.

Commission's decisions should be carried out in full. Special gratitude was due to the present representatives of the two Governments on the Mixed Commission; they had made every effort to facilitate the success of this heavy task.

. . . . . .

M. MIKOFF, representative of Bulgaria, thanked the Mixed Commission, on behalf of his Government, for its work. In spite of the difficulties, the Commission had succeeded in bringing to a satisfactory conclusion an experiment for which, in the words of the report, there was no precedent. He also thanked the competent Sections of the Secretariat, which had constantly helped the Commission to perform its task.

The Commission had now concluded its work. M. Mikoff felt bound to draw attention, however, to a financial question which had not yet been settled. He referred to the delivery of the bonds mentioned in Article 5 of the Molloff-Caphandaris Agreement. He regretted that he was obliged to call attention to this point, but was sure that the necessary measures would be taken for the delivery of the bonds in the near future. The work of the Mixed Commission would then be finally completed, and a new stone would be added to the edifice of peace and understanding in the Balkans.

M. RAPHAËL, representative of Greece, also offered his Government's congratulations to the neutral members of the Mixed Commission, and expressed its thanks for the devotion they had shown in accomplishing the very delicate task entrusted to them.

. . . . . .

In conclusion, the representative of Greece stated that he had been somewhat surprised by the declaration of the Bulgarian representative with regard to the delivery of bonds provided for in the Molloff-Caphandaris Agreement. That question had no connection with the present discussion, and was solely within the competence of the Financial Committee, to which it had been referred in a Council resolution in September 1931. He therefore thought it impossible to embark upon a discussion of that point at the present moment.

. . . . . .

The draft resolution was adopted.

M. Mikoff, M. Raphaël, Colonel de Reynier and Colonel Corfe withdrew.

8.

CONVENTION DE NEUILLY DU 27 NOVEMBRE 1919

[*Voir* Publications de la Cour, *Série C*, *n°* 18 — I, *pp.* 369-373.]

9.

RÈGLEMENT SUR L'ÉMIGRATION RÉCIPROQUE ET VOLONTAIRE DES MINORITÉS GRECQUES ET BULGARES

[*Voir* Publications de la Cour, *Série* C, *n°* 18 — I, *pp.* 374-402.]

8.

CONVENTION OF NEUILLY DATED NOVEMBER 27th, 1919.

[*See* Publications of the Court, *Series C., No.* 18—I, *pp.* 369-373.]

9.

REGULATIONS CONCERNING RECIPROCAL AND VOLUNTARY EMIGRATION OF THE GREEK AND BULGARIAN MINORITIES.

[*See* Publications of the Court, *Series C., No.* 18—I, *pp.* 374-402.]